

Chiffres clés



Catégories de violations/abus identifiés**



* Les données relatives aux mouvements de population concernent le mois de septembre 2025.

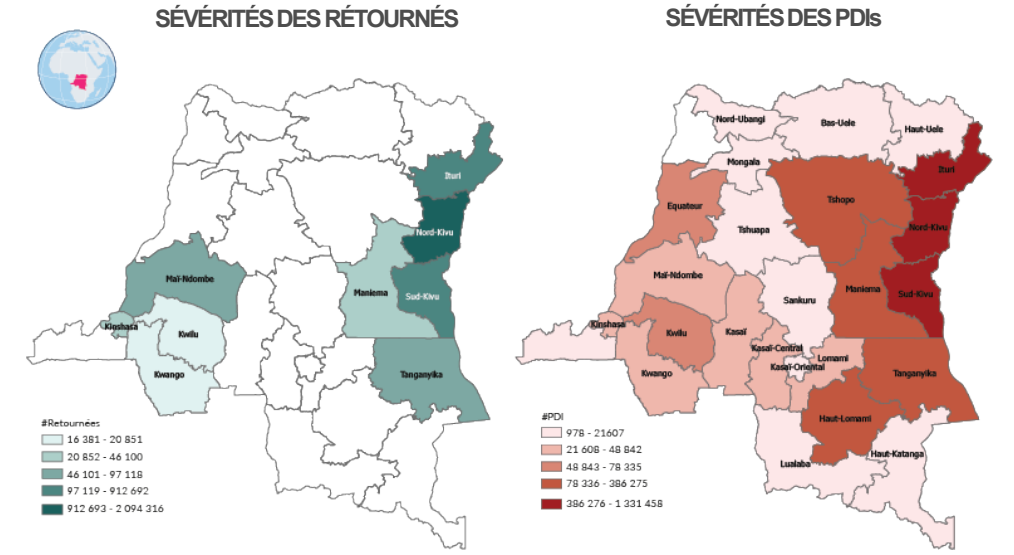
** Les statistiques sur les violations et abus proviennent quant à elles du monitoring de protection couvrant les mois de septembre et octobre 2025.

APERÇU GÉNÉRAL

La situation humanitaire et de protection en République Démocratique du Congo (RDC) a connu une période particulièrement difficile en septembre et octobre 2025, caractérisée par une intensification des violences armées et une crise de protection généralisée.

Malgré un accord signé à Doha le 14 octobre 2025 visant à établir un mécanisme de vérification du cessez-le-feu entre le gouvernement et l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 Mars (AFC/M23), les affrontements se sont poursuivis, limitant l'espoir de désescalade. Les combats ont continué notamment dans les territoires de Walikale, Masisi, Rutshuru et Lubero au Nord-Kivu. Au Sud-Kivu, l'instabilité s'est étendue, touchant les territoires de Walungu, Kalehe, Kabare, Shabunda et Fizi.

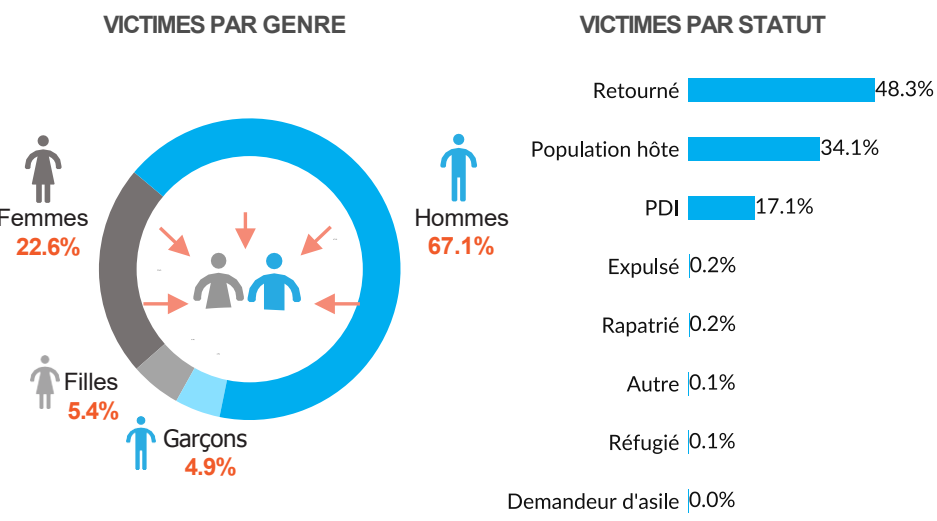
En Ituri, les opérations militaires contre le groupe CRP (Convention Populaire pour la Révolution), ainsi que les attaques menées par la CODECO-URDPC et l'activisme des ADF dans les territoires de Djugu et Irumu, ont continué de fragiliser l'environnement de protection. L'insécurité a également affecté la province du Tanganyika, qui subit à la fois les conséquences des conflits armés dans les Kivu et des affrontements locaux liés aux conflits intercommunautaires. Le Kasai a enregistré un afflux important de Congolais expulsés d'Angola en octobre, souvent dans un contexte de violations des droits humains, tels que des coups, des tortures et des extorsions.



Ces violences ont entraîné de nouveaux déplacements de populations. Au Nord-Kivu, près de 20 000 nouveaux ménages de personnes déplacées ont été enregistrés à Lubero en septembre, à la suite des affrontements armés et les attaques des ADF. Fin octobre, les affrontements à Masisi ont contraint plus de 7 200 personnes à fuir en une seule journée.

Les violations et abus des droits humains ont été graves et récurrents, perpétrés par des groupes armés et, dans certains cas, par des forces armées régulières. Parmi les exactions, on compte des homicides, des pillages, des enlèvements et de la torture. Les violences basées sur le genre (VBG), notamment les viols et autres agressions sexuelles, ont été rapportées dans les Kivu et au Tanganyika, avec une vulnérabilité particulière pour les femmes et les enfants. L'enlèvement de civils pour rançon ou pour être utilisés comme porteurs ou boucliers par les groupes armés, notamment les ADF, est resté une pratique fréquente.

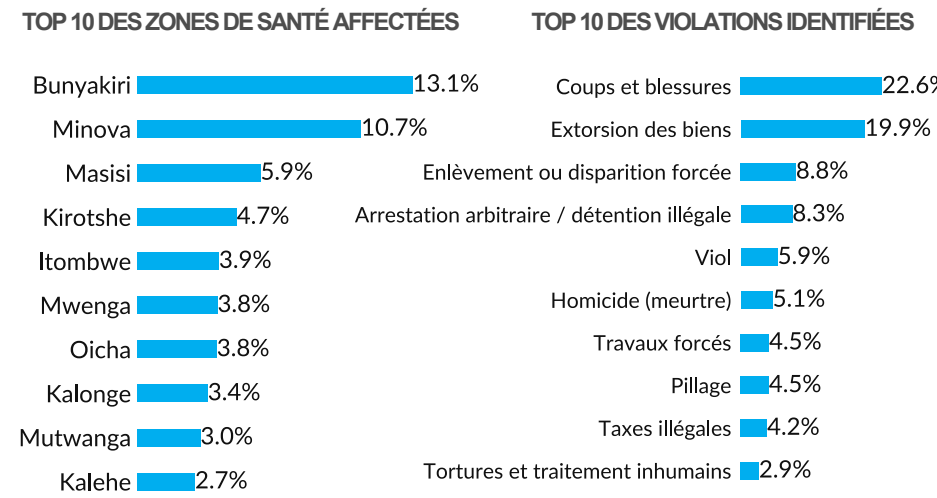
De plus, la population civile a été confrontée à des risques accrus d'accidents liés aux engins explosifs et restes de guerre (REG), à la suite des affrontements et opérations militaires, un problème illustré par la découverte de plusieurs engins explosifs non explosés en Ituri.



Un appel ferme à garantir la justice et les réparations pour les victimes des conflits en RDC a été lancé par la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) en octobre, soulignant la nécessité de mettre fin à l'impunité. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a également annoncé la nomination des membres de la Commission d'enquête sur la situation des droits humains dans l'est du pays.

Sur le plan sanitaire, une épidémie de maladie à virus Ebola¹ a été déclarée début septembre 2025 au Kasai, dans les zones de santé de Bulape et Mwaka. Un déclin notable de la transmission a été observé en octobre. La province du Tanganyika a quant à elle vu l'épidémie de choléra se propager rapidement dans la zone de santé de Kongolo, aggravée par le manque d'hygiène et l'accès limité à l'eau potable.

Enfin, dans le contexte où l'accès humanitaire est rendu difficile notamment par l'intensification des affrontements armés, le Plan de réponse humanitaire pour la RDC, prévoyant 2,5 milliards de dollars en 2025, n'était financé qu'à moins de 15 %² en septembre, un déficit critique pour venir en aide aux 11 millions de personnes ciblées.



¹ Une nouvelle épidémie de maladie à virus Ebola a été déclarée le 4 septembre 2025 dans les zones de santé de Bulape et Mweka au Kasai. Au 28 septembre 2025, un total de 64 cas (53 confirmés et 11 probables), dont 42 décès (31 confirmés et 11 probables) ont été signalés dans la zone sanitaire de Bulape, l'un des épicentres de l'épidémie. <https://news.un.org/fr/story/2025/10/1157601>

FAITS SAILLANTS³

Province de l’Ituri:

Une relative accalmie a été observée en septembre et octobre 2025 dans les territoires d’Aru et de Mahagi mais les territoires de Djugu, Irumu et Mambasa continuent d’être le théâtre de graves violations des droits humains, attribuées principalement à des présumés membres de groupes armés locaux, notamment l’Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais de la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO/URDPC), ZAIRE/CRP, FRPI et MAI-MAI, ainsi qu’au groupe armé étranger Forces Démocratiques Alliées (ADF). En outre, les agents des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont été signalés comme auteurs présumés d’exactions au cours de leurs opérations dans plusieurs localités de la province.

Ville de Bunia

- Une montée du banditisme urbain a été constatée dans plusieurs quartiers de Bunia via des cambriolages violents qui ont provoqué des blessées, des viols, des pertes matérielles et une psychose au sein des populations.
- Plusieurs violations des droits humains sont alléguées aux FARDC depuis l’instauration du couvre-feu au centre-ville de Bunia, notamment de nombreux cas d’extorsion d’argent et autres biens à l’encontre des conducteurs de taxi moto.

Territoire de Djugu

- Il s’observe l’activisme de groupes armés et les opérations militaires avec une persistance des attaques des FARDC contre les positions d’éléments Zaïres/CRP. Des risques de regain d’affrontements entre les deux groupes antagonistes et des braquages sur la RN27 persistent.

Le 10 septembre 2025, à Iga Barrière, il a été rapporté des arrestations, sur des barrières irrégulières, des civils ne détenant pas de cartes d’électeur. Les militaires exigeraient des taxes aux passants bien que ce soient des déplacés qui ont, en majorité, perdu leurs cartes d’identités lors de déplacements.

- En outre, durant toute la période, des incursions répétées des CODECO/URDPC continuent de provoquer des tueries, des pillages, des entraves à la liberté de mouvement et des abus commis lors des affrontements inter-factions. Ces violences accentuent les déplacements de populations et alimentent la méfiance communautaire.

Les populations civiles subissent de manière récurrente des embuscades de la part d’éléments de groupes armés (CODECO, URDPC, CRP). Les produits agricoles, bétails sont volés, les biens des occupants des véhicules sont détruits ou ravés.

A titre d’illustrations, le 1er septembre, des éléments CODECO auraient tué trois déplacés internes du site de Djangi et Rhoe alors qu’elles se rendaient dans leurs champs.

Le 24 septembre 2025, à Lidda, groupement Dhedja (chefferie des Bahema Badjere), des éléments URDPC ont attaqué un convoi militaire escortant des commerçants, causant la mort de neuf personnes, blessant six autres civils et emportant des motos et divers biens de valeur.

- Le 20 octobre 2025, dans la chefferie des Bahema Nord, groupement Utcha, axe Maze-Tsoro, des CODECO ont investi le village, semant la panique et provoquant le déplacement des habitants vers les localités voisines. Le même jour, dans le secteur des Walendu-Pitsi, groupement Ndjukpa, axe Libi-Nioka, les CODECO ont publiquement fouetté six habitants, les accusant de ne pas avoir payé la taxe hebdomadaire imposée à toute la population⁴.

- Une embuscade a été tendue le 4 septembre 2025 par des éléments de la CRP sur la route nationale (RN) 27 près de d’Iga barrière (chefferie des Behema Baguru) où un véhicule avait à son bord plus de 5 personnes⁵.

Il sied de noter également que l’état de délabrement de plusieurs tronçons sur la RN27 est un facteur qui facilite les embuscades, tant il y a des boursiers qui ralentissent ou bloquent les usagers à ces endroits d’insécurité.

Il est à noter en fin octobre, une incursion des combattants ADF dans la zone de sante de Mandima (groupement Bakaheku), faisant comme bilan plusieurs biens emportés, plus de 50 maisons incendiées et au moins 35 personnes tuées, parmi eux des enfants ainsi que 2 femmes⁶.

- Il sied de rappeler les risques élevés d’accidents liés aux Restes Explosifs de Guerre (REG), à la suite des affrontements et opérations militaires.

La découverte, le 4 septembre, d’un engin explosif dans un champs par un cultivateur dans un village de la chefferie des Bahema Baguru en est l’une des illustrations dans cette localité qui a connu de récentes opérations militaires, avec une forte probabilité d’y trouver des engins explosifs.

Par ailleurs, le 5 septembre 2025 à Bethlehemu, groupement Fataki, secteur Walendu-Djatsi deux enfants ont manipulé un engin explosif. L’un d’eux est mort et l’autre a été grièvement blessé.

Aussi, la découverte de 4 engins explosifs non explosés le 23 octobre dans des champs au village Ndjaudha (groupement de Ndjaudha) plonge les populations dans une crainte constante de se rendre dans les champs pour y effectuer des travaux champêtres.

Territoire de Irumu

- La situation de protection reste marquée par l’activisme des combattants ADF dans la partie Sud-Est et Sud-ouest du territoire.

D’autres groupes armés à l’instar des éléments FRPI ne sont pas en reste dans les incidents de protection signalés au cours de la période.

- Les éléments de l’ADF auraient été responsables de plusieurs incendies de maisons et d’homicides respectivement le 13 et le 15 septembre dans les localités de Ndalya et de Katabey. Ils auraient également été responsables de 03 homicides, 2 cas de blessures et d’une destruction d’habitation le 17 septembre dans les villages Idohu et Mafifi.

- Entre le 18 et le 24 septembre, les ADF et d’autres groupes armés auraient multiplié les attaques contre les populations civiles, entraînant des morts, des blessés et un nombre élevé d’enlèvements.

- Des cas de violences sexuelles imputables tant aux éléments de groupes armés qu’à certains militaires des FARDC démontre la vulnérabilité particulière des femmes et des enfants.

- 20 personnes suspectées de collaboration avec des groupes armés ont été arrêtées par les FARDC dans le site des déplacés de Telega (groupement Batale) le 9 octobre 2025, lors d’une opération de bouclage, et des cas de vol d’argent et de biens ont été rapportés lors du retrait des militaires.

Territoire de Mahagi⁷

Une persistance d’enlèvements de personnes contre demandes de rançon et une augmentation de cas de vols et d’extorsions des biens ont été rapportés dans le littoral du lac Albert et les champs avec comme présumés auteurs des acteurs armés nationaux et étrangers (CODECO et UPDF).

Une augmentation des incidents de protection a été constatée en octobre par rapport au mois précédant et est une résultante de l’activisme des groupes armés au cours de la période. Parmi les 191 incidents enregistrés en octobre, les principales violations sont respectivement les restrictions de mouvement et privation de liberté (51%), le déni du droit à la terre et la propriété (35%), VBG (14%).

Territoire de Mambasa

- La poursuite des opérations militaires (FARDC/UPDF) contre les ADF conduit au retranchement de ces derniers dans des zones plus reculées de la forêt, exposant les villages riverains à plus de risques de protection (imposition de taxes et agressions physiques).

Entre le 13 et le 15 octobre 2025, les ADF ont mené une série d’attaques sur plusieurs villages de Mambasa. À Apetineko, ils ont tué deux civils et enlevé huit autres, trois femmes et cinq hommes. À Elake et Camp Yolo, plusieurs civils ont été tués et des maisons incendiées par les ADF.

Des civils ont été attaqués à l’arme à feu, à Tobola et Teturi, pour leur argent et leur cacao, tandis qu’une activiste des droits humains a été menacée par les Mai-Mai UPLC à Biakatu.

³ [Rapport d’analyse de monitoring de protection, Septembre 2025_EIDA Relief_ \(JP, APDEF, VIBOSA, ASID, AEPaD\)](#)

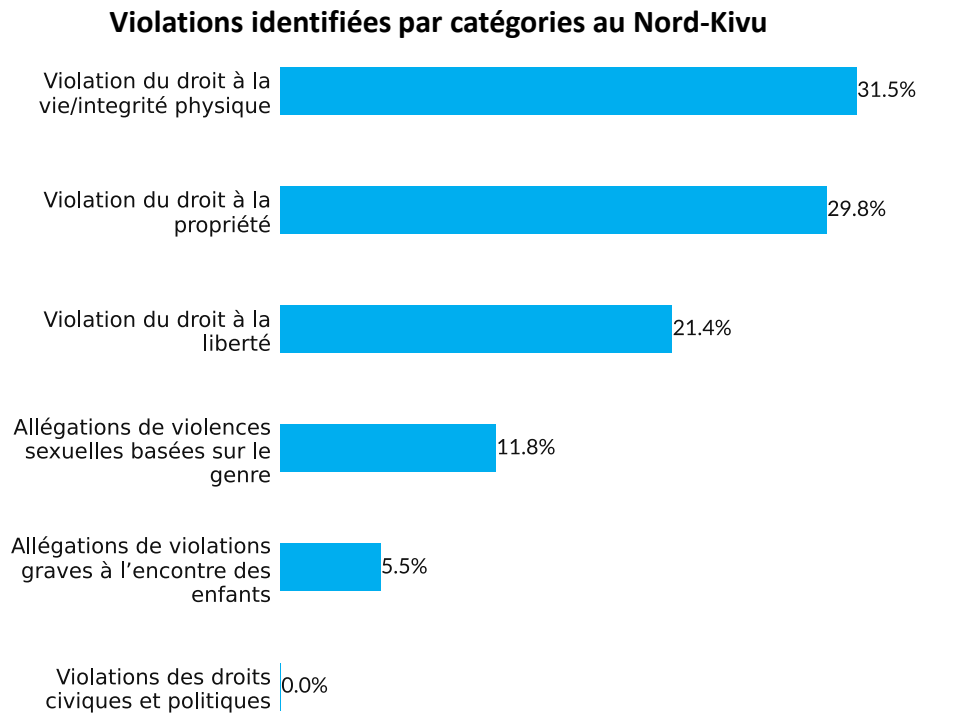
⁴ [Rapport GT Moritoring de protection Situation de protection en province de l’Ituri du 17 au 24 octobre 2025 \(JP, APDEF, VIBOSA, ASID, AEPaD\)](#)

⁵ [Bulletin hebdomadaire n° 36/2025 des alertes/informations communautaires du 1er au 7 septembre 2025, Coordination provinciale de la protection Civile \(Ituri\)](#)

⁶ [Flash info de Protection n° 008/IEDA/Ituri_IDEA Relief](#)

⁷ [Aperçu du Monitoring de protection octobre 2025, Province de l’Ituri, Territoire de Mahagi, Zones de santé de Angumu et Logo_ \(Conseil Danois pour les réfugiés, UKaid from the British people\)](#)

Province du Nord-Kivu :



Territoire et ville de Beni

- La forte et active présence d'éléments d'un groupe armé dans le territoire constitue une menace permanente contre la protection des civils avec au moins huit (8) attaques contre les civils qui ont été enregistrées en septembre. Ces attaques auraient entraîné des atteintes aux droits à la vie/intégrité physique, aux droits aux propriétés et droits à la liberté des civils : Au moins 40 homicides, 20 enlèvements, des pillages de biens, 50 cas d'incendies/destruction de propriétés (maisons, motos, camions, voitures...), 9 cas de coups et blessures, 15 cas de travaux forcés et restrictions de mouvement des agriculteurs dans des zones agricoles...
- Dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 octobre, un camion transportant une assistance humanitaire destinée aux déplacés des localités d'Eringeti et Mayimoya a été incendié par un groupe de jeunes dans la commune rurale d'Oicha, chef-lieu du territoire situé à une trentaine de kilomètres de la ville de Beni. Ceux-ci auraient suspecté qu'il s'agissait d'un ravitaillement destiné aux groupes armés.

Territoire de Lubero

- 19 956 nouveaux ménages de PDI ont été enregistrés entre le 1er et le 25 septembre à Lubero en raison des affrontements entre Wazalendo et M23 dans le Nord Est de Walikale, (zone de santé de Pinga) et dans le Nord-Ouest de Rutshuru (zone de santé de Kibirizi) et des attaques de présumés ADF dans le secteur de Bapere/ Mangurejipa.
- Il a été constaté une augmentation des cas de VBG dans les zones du sud de Lubero, où s'observe l'activisme de groupes armés ainsi que la poursuite d'enrôlement d'enfants par les groupes armés actifs dans la zone de Kayna.

En outre, deux écoles primaires sont toujours sous occupation du M23 à Alimbongo depuis janvier.

- Il a été signalé la présence de restes et explosifs de guerre (REG) dans certaines localités dans le Sud de Lubero. 6 victimes de REG ont été enregistrés dans la zone, en majorité des enfants et des adultes qui étaient dans leurs champs. A noter qu'il n'y a aucun partenaire ou agent formé en déminage dans le territoire.
- Au titre du droit à la liberté de mouvement, des cas d'enlèvement des civils par des acteurs armés continuent à être rapportés dans le territoire, souvent en début de matinée ou aux environs de 17h/18h.

Au cours du mois de septembre, environ 14 civils (retournés et PDI) dont 2 femmes et 12 hommes auraient été enlevés par des éléments de groupes armés inconnus entre le 2 et 16 septembre à Kipese (groupement Luongo), Luofu (groupement Tama), Bukununu (Alimbongo) et Kalondo (groupement Bukenye).

L'enlèvement de 37 personnes dans le groupement de Bapere par des hommes armés assimilées aux ADF a été rapporté. Il sied de souligner que les enlèvements et disparitions de civils par les ADF est une pratique fréquente dans la région pour les utiliser comme porteurs, boucliers pendant les attaques contre les forces loyalistes ou des recrues dans le mouvement.

- Le droit à la vie s'est vu atteint à travers des homicides sur des civils par des présumés ADF. Environ 70 corps ont été retrouvés dans le secteur de Bapere à Ntoyo et ses environs dans les zones de santé de Mangurejipa et de Biena entre le 08 au 09 Septembre 2025.

Entre le 7 et le 28 octobre, au moins 55 civils sont morts à la suite d'incursions d'éléments armés dans plusieurs villages et environ 50 000 personnes se sont déplacées vers Butembo et d'autres localités.

- 6 420 ménages en provenance du secteur Ikobo, en zone de santé Pinga (territoire de Walikale) ont regagné la commune de Kayna et la localité Bulotwa, leurs localités d'origine, en raison d'une relative accalmie observée dans ces zones. Toutefois, il importe de noter que les retournés sont fortement exposés aux risques de protection, dont les violences basées sur le genre (VBG), les recrutement forcés, l'expropriation des terres ainsi que l'expositions aux engins explosifs improvisés (EEI).

Territoire de Rutshuru

- En septembre, plusieurs foyers d'instabilité persistaient dans le territoire provoquant des affrontements récurrents groupes armés le long des axes Tongo-Kibirizi et Mwesso-Nyanzale
- Au cours du mois d'octobre, en dehors d'affrontements entre groupes armés dans près de la moitié des groupements, des agriculteurs du groupement de Binza ont été particulièrement inquiétés car soupçonnés de collusion avec des groupes rivaux.
- Par ailleurs, les civils auraient subi des embuscades de groupes armés qui se ravitaillaient en vivres et autres biens de première nécessité, provoquant des déplacements ponctuels des habitants.

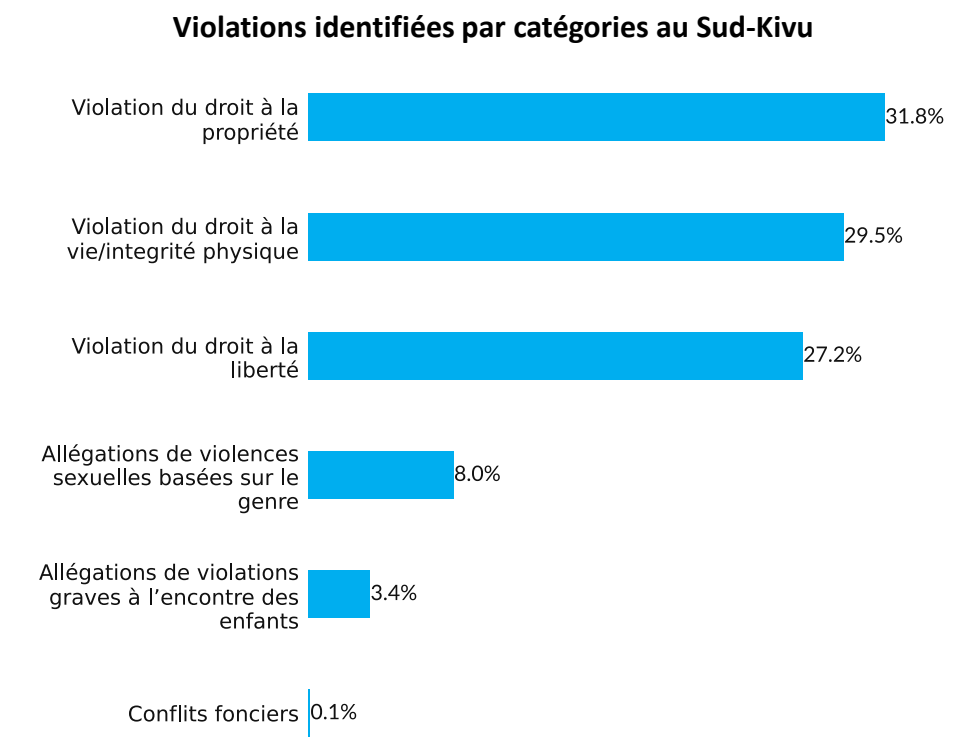
Territoire de Masisi

- En septembre, des frappes aériennes par des drones et avions de combat par des FARDC ont été observées à l'ouest de Mpati et le long de l'axe Malemo-Pinga, afin de freiner l'expansion du M23 vers le territoire de Walikale. Le risque avec ces frappes est qu'elles ciblent des infrastructures routières et pourraient rendre difficile l'accès physique à plusieurs zones, compliquant davantage les opérations humanitaires et la mobilité des populations civiles.
- En outre, les civils demeureraient exposés à de multiples exactions telles que meurtres, enlèvements, pillages, violences physiques et déplacements forcés au cours de la période. Comme illustration, les affrontements des 25 et 27 octobre à Nyabiondo, Kaandja et Mbuhî auraient contraint plus de 7 200 personnes à fuir en une seule journée⁸.

Ville de Goma et territoire de Nyiragongo

- Des affrontements entre groupes armés dans le parc de Virunga ont provoqué les déplacements d'environ 150 ménages de plus de 700 personnes vers la ville de Goma au mois d'octobre. Il a été constaté des violations des droits humains, dont des homicides, enlèvements, viols, pillages dans des quartiers périphériques de Goma et certains villages de Nyiragongo.

Province du Sud-Kivu :



⁸ <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-situation-humanitaire-dans-la-province-du-nord-kivu-rapport-de-situation-12-17-novembre-2025>



Territoire de Kalehe

- Les villages des Hauts et Moyens Plateaux de Kalehe ont connu déplacements de populations, des violations aux droits à l'intégrité physique (meurtres, viols, coups et blessures), à la libre circulation (arrestations, enlèvements, déplacements forcés), aux droits de propriété (extorsions) à la suite d'incursions et de violents affrontements entre groupes armés.

A titre d'illustration, dans la nuit entre le 6 et le 7 septembre, au moins 22 cas de viols imputés aux éléments d'un groupe armé auraient été signalés dans un village du groupement Mbinga-sud. Dans même groupement, 4 femmes PDIs qui travaillaient dans les champs auraient été violées par des hommes armés le 12 octobre.

Il a également été constaté une recrudescence des enlèvements, avec au moins 22 cas signalés entre le 09 et le 23 septembre. La plupart de victimes seraient soupçonnées d'appartenir à un groupe armé adverse.

- Par ailleurs, la présence signalée d'engins explosifs dans une ancienne position armée dans le village Rutchunda (groupement Buzi) en début de période et des restes d'engins de guerres découverts en mi-octobre 2025 dans les champs dans le village Nyamukanga demeurent une préoccupation de sécurité et de protection pour les populations civiles dans la zone.

Territoire de Kabare

- La situation de protection demeure marquée par la persistance des affrontements entre groupes armés ainsi que des attaques d'hommes armés ciblant la population civile.
- Des violations aux droits à l'intégrité physique (meurtres, tortures et traitement inhumains), à la propriété (extorsion/pillage des biens, incendies) déguerpissements forcés) et à la liberté (enlèvements), VBG (notamment des viols) au cours des embuscades tendues par les groupes armés et de violents affrontements entre groupes armés ont été rapportés.

A titre d'illustration, le 4 septembre, des éléments d'un groupe armé auraient tué trois civils et violé deux femmes dans le groupement de Miti au nord de Kabare

Des affrontements entre deux groupes armés ont été signalés du 21 au 25 septembre dans les villages d'Iregabaronyi, Ihembe, Culwe et Kataloka, Kaniola et Cagala. Des biens des populations civiles auraient été pillés. Cinq femmes PDIs auraient été violées dans une forêt et trois civils auraient été tués par balles.

Le 18 octobre, huit femmes qui étaient à la recherche de bois de chauffes (dont 4 filles mineures âgées de 13-17 ans) auraient été attaquées et violées par les éléments d'un groupe armé à Maziba, groupement d'Irambi-Katana. Le lendemain, douze civils (dont 3 femmes) qui se rendaient dans le village de Maziba à l'Ouest de Katana auraient été braqués par des éléments d'un groupe armé. Les trois femmes auraient été violées.

- De même, des violations graves contre des enfants (utilisation d'enfants par des groupes armés, attaques contre les écoles et hôpitaux) ont été enregistrées.

A titre d'illustration, le 2 septembre, des hommes armés auraient enlevé quatre enseignants PDIs retournés, les accusant de collaborer avec les éléments d'un groupe armé au village de Mabingu. Ces victimes auraient été retenues en captivité pendant deux jours dans la forêt avant d'être relâchées contre le paiement d'une rançon par le directeur de leur école.

Par ailleurs, à l'ouest de Kabare, trois écoles auraient été détruites par des bombes larguées entre les 10 et 13 octobre par des groupes armés, mettant en cause la poursuite de l'année scolaire dans cette partie du territoire à cause de l'insécurité et de la destruction des infrastructures scolaires.

Territoire d'Uvira

- Dès le début de la période, des altercations auraient été rapportées entre des militaires et des factions d'un groupe armé à cause de la gestion des opérations militaires contre l'avancée des éléments d'un groupe armé vers la ville d'Uvira et contre l'arrivée de nouvelles autorités militaires ayant la gestion de ladite opération.

La décision d'affectation d'un commandant Chargé des opérations auprès des FARDC n'ayant pas rencontré l'assentiment de tous, des manifestations ont eu lieu dans le territoire et auraient affecté le fonctionnement habituel de structures socio-économiques. Dans la même veine, des déplacements forcés des populations, des morts, des blessés graves ont été enregistrés parmi la population civile à Uvira.

Une réorganisation des forces de sécurité et de défense a été faite au cours de la 3e semaine d'octobre dans le but de consolider le leadership et renforcer le moral et la confiance des troupes selon les sources locales mais cela n'a pas empêché la montée de la criminalité dans la ville d'Uvira.

Au cours de la période, des meurtres des civils, des viols des femmes attribués aux hommes armés, des extorsions de biens des civils et d'enlèvements ont impacté négativement la protection des civils.

Territoire de Mwenga

- Plusieurs attaques à main armée suivies d'extorsions de biens, de pillages et de viols des femmes attribué à des groupes armés ont sapé l'environnement de protection des populations civiles dans le territoire.

Le 14 septembre, deux civils auraient été enlevés et un autre aurait été blessé par des éléments d'un groupe armé dans le village Kajeje. Des chèvres, poules, panneaux solaires, de l'argent et des articles ménagers essentiels auraient été pillés dans des ménages.

De plus, le 27 septembre, des éléments d'une faction d'un groupe armé auraient dépouillé huit civils dans le groupement de Basimukinje 2, secteur d'Itombwe de leurs biens et une femme aurait été violée.

- De même, de nombreuses atteintes au droit à la propriété, au droit à la liberté et au droit à la vie et à l'intégrité physique perpétrées par des groupes armés sur des populations civiles ont été enregistrées, consécutivement aux affrontements et incursions des groupes armé.

A titre d'illustration, le 12 septembre, une famille de six personnes aurait été menacée et déguerpie de force d'une parcelle par des éléments d'un groupe armé à la suite d'un conflit foncier dans le village de Kabamba, groupement d'Irhambi-Katana. La famille déguerpie, aurait abandonné ses matériaux de construction, outils et effets personnels. Un enfant adolescent aurait été blessé de ce déguerpissement.

Du 19 au 20 septembre, de violents affrontements entre deux factions armées locales auraient été rapportés dans les quartiers périphériques de Mwenga. Un mouvement pendulaire des populations aurait été rapporté et trois civils auraient été tués par des balles perdues à Kalole.

Province de Tanganyika⁹:

- Une insécurité grandissante caractérise la province de Tanganyika à la suite de l'activisme des groupes armés dans différents axes et des tensions intercommunautaires/communautaires assorties des violences et violations graves des droits humains ont été enregistrées au mois de septembre 2025.
- Des affrontements entre FARDC et des groupes armés dans le territoire de Nyunzu et Kongolo (zone de santé de Mbulula) ont causé des dégâts matériels et des pertes en vies humaines avec des mouvements des populations.
- La réduction des capacités des acteurs humanitaires et de développement a empêché les personnes affectées d'accéder à des réponses de protection appropriées, telle que la prise en charge des survivants de VBG et diverses assistances aux PDIs.

Kalemie

- L'activisme des groupes armés a intensifié l'insécurité dans le territoire de Kalemie, des conflits intercommunautaires et des abus de pouvoir institutionnel auraient engendré des violences basées sur le genre, exacerbé par la pauvreté et des déplacements ainsi que le manque d'assistance dans les sites de PDIs et dans les zones d'accueil et de retour.

- Des tensions communautaires non résolues menacent la cohésion sociale. Les populations locales et déplacées vivent dans une précarité extrême avec un accès très limité aux services de base et une protection insuffisante face aux abus.

- 941 ménages venus du Sud et Nord Kivu qui étaient aux sites spontanés de Lukwangulo et Mutufita ont été relocalisés dans le site de Hongwa et vivent dans des conditions précaires (promiscuité, manque des latrines et d'abris, etc.).

- Près de 850 ménages de nouveaux PDIs sont signalés à la Gare Makala, village situé à près de 15Km de Kalemie, fuyant les violences de présumés Wazalendo. Des blessés et de présumés victimes de viols seraient signalés mais non documentés faute de capacité de réponse.

- Un présumé cas de viol sur mineure de 9 ans commis par un militaire dans la cité de Kabimba a été enregistré, risquant un soulèvement communautaire.

- Des affrontements entre différentes factions de Wazalendos dans le village Kakozi les 21 et 22 septembre ont causé 3 morts et des mouvements de populations.

⁹ [Rapport de monitoring de protection du 01 au 30 septembre 2025, province du Tanganyika_HCR, Protection civile, Cluster Protection](#)



- Une volonté de contrôle territorial et économique semble se matérialiser de la part de certains groupes armés qui mènent des incursions dans les zones rurales et minières. À Twasadji, les orpailleurs ont été contraints de verser des fonds sous la menace. À Mwetcha, un agriculteur a été ligoté et accusé de violer une interdiction de séjour en brousse.
- Des cas de viols collectifs, des violences conjugales et d'agressions physiques dans les sites de PDIs de Rugo, Likasi, Mwaka et Hongwa ont été enregistrés. Certains présumés auteurs sont des partenaires proches des survivantes. Des viols collectifs ont été rapportés également au village de Kimono le 13 octobre, ainsi que le viol d'une mineure au poste de contrôle de Kibanga le 14 octobre¹⁰.

Territoire de Kongolo

- L'épidémie de choléra se propage rapidement dans la zone de santé de Kongolo ; selon les autorités sanitaires qui tirent la sonnette d'alarme pour une intervention urgente sur 6 cas enregistrés le 20 septembre, 4 malades sont décédés 9 jours après. Les conditions d'hygiène, l'accès limité à l'eau potable et une insuffisance des infrastructures sanitaires sont des facteurs aggravants de la propagation rapide de l'épidémie
- Les conflits coutumiers dans le territoire de Kongolo ont engendré des violations de droits humains à Nkulula où le chef de groupement Bawewya dans la chefferie Bena Yambula s'était autoproclamé. Une confrontation entre la famille du chef autoproclamé et les forces de l'ordre s'est soldée par des blessures, des incendies de maisons et des arrestations.
- Un conflit foncier lié à la délimitation d'une concession de palmiers à huile nt été signalés en octobre, entre les villages de Muntatwa et Kati dans la chefferie de Bena Yambula, et a causé cinq blessés.
- Des incidents de violences sexuelles sur des mineures par des personnes inconnues sont récurrents dans les champs et vers des points d'eau.

Territoire de Moba

- Dans le territoire de Moba, un conflit foncier opposant des religieux au chef du village Lyapenda, accusé de revendre une concession, menace la cohésion sociale à la suite d'arrestations du chef, des constructeurs et de certains acheteurs.
- Des actes de banditisme sont également à déplorer dans le territoire et menacent la réalisation de moyens de subsistances des communautés. En date du 25 septembre, 6 bandits armés avaient attaqué un citoyen au centre de Moba, le blessant grièvement par balles et emportant de l'argent et plusieurs biens de valeurs. En octobre, dans les villages de Muliro et Lumbwe, des bandits armés ont volé 13 moteurs hors-bord et d'autres biens appartenant à des pêcheurs, mettant en péril cette activité mise en œuvre par des riverains du Lac Tanganyika.

Territoire de Nyunzu

- En septembre, le territoire de Nyunzu est confronté à une triple crise : l'insécurité urbaine alimentée par la justice populaire et le manque de réponse policière ; infrastructurelle avec l'effondrement du pont Lwizi, menaçant la connectivité régionale, et enfin l'instabilité militaire due aux affrontements entre FARDC et milices locales, entraînant des pertes humaines et des déplacements. Par ailleurs, en octobre les incidents rapportes ont mis en lumière l'activisme des groupes armés, les abus des forces de sécurité, ainsi que des mouvements sociaux qui ont dégénéré en violences.

A titre d'illustration, dans la nuit du 7 au 8 septembre, un présumé voleur a été victime de vindicte populaire au quartier Kamakonde 1. Il a été battu par des jeunes et des motards et a été sauvé de justesse à la suite de l'intervention du chef de quartier.

- L'effondrement du pont Lwizi, reliant le territoire de Nyunzu et celui de Kabalo signalé le 08 septembre, a interrompu la circulation entre les deux territoires avec comme conséquences la rupture des échanges commerciaux et humanitaires, l'isolement de communautés rurales, y compris le risque accru de pénurie de biens essentiels, ce d'autant plus que les véhicules poids lourds en provenance de Lubumbashi passent par la route via Pweto qui est en état de délabrement avancé.

Le conflit armé entre FARDC et groupes présumés Wazalendo aux alentours de la carrière aurifère de Musebe à la suite du refus d'obtempérer des membres Wazalendo à déposer les armes s'est soldé par des tirs le 25 et 26 septembre 2025 avec comme bilan 2 morts (2 civils tués, 2 militaires) et 3 blessés parmi le groupe armé et des déplacements massifs de populations. Ces membres de groupe armé tracassaient la population et imposaient des taxes et de barrières.

En outre, le centre de Nyunzu a été secoué par deux épisodes de mobilisation sociale en octobre : le 20 octobre, une manifestation organisée par des enseignants réclamant des arriérés de salaires a dégénéré en violences, avec l'agression d'une autorité scolaire et de trois civils.

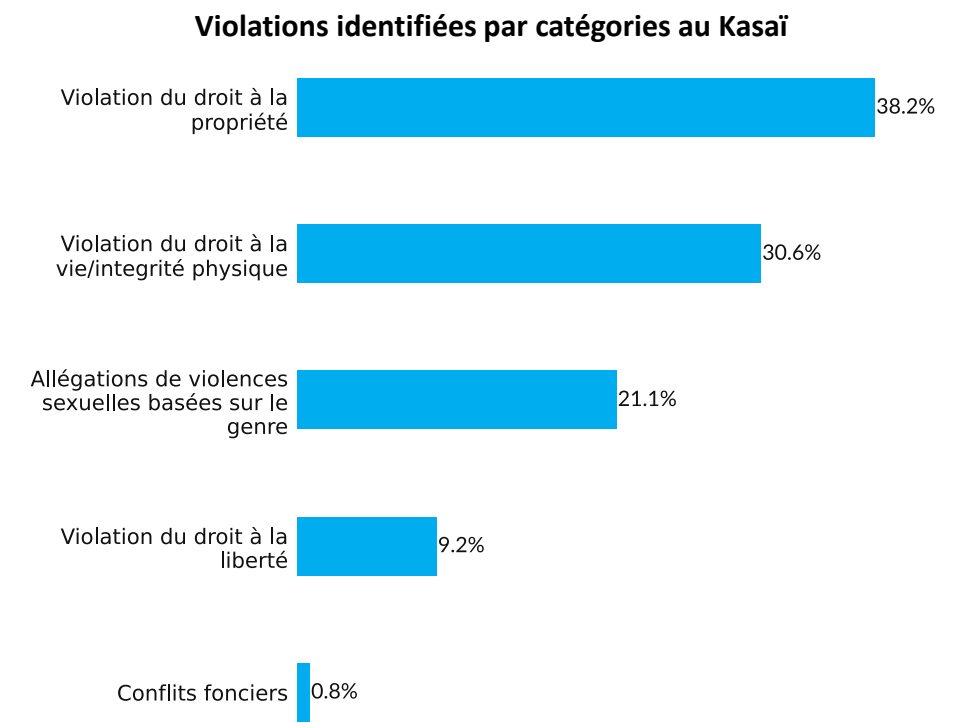
Le 28 octobre, lors d'une manifestation des élèves pour la reprise des cours, un enseignant a été mortellement agressé, une école incendiée, et le domicile d'une autorité scolaire vandalisé. La police est intervenue par des tirs de sommation, blessant six élèves.

Province du Kasai :

La situation sécuritaire dans la province du Kasai est restée préoccupante durant les mois de septembre et d'octobre à la suite d'une recrudescence de la criminalité ainsi que des conflits intercommunautaires.

Mouvements des populations

- En octobre 2025, les localités frontalières de Kamako et Nsumbula ont enregistré un afflux important de Congolais expulsés d'Angola, souvent dans un contexte marqué par des violations des droits humains (coups, tortures, extorsions). Au total, 3 377 personnes ont été expulsées à Kamako (2 559 hommes, 491 femmes, 184 garçons, 143 filles) et 497 à Nsumbula (179 hommes, 146 femmes, 93 garçons, 79 filles), selon le Programme Nationale d'Hygiène aux frontières (PNHF).



Ville de Tshikapa

- A Tshikapa, plus de neuf maisons ont été vandalisées de nuit par des bandits armés, plongeant la population dans la peur. Parmi les cas signalés, une femme a été ligotée, violée et dépouillée dans sa maison à Kele, le 17 septembre 2025, après le vol de 800 dollars, d'une importante somme en francs congolais et de biens de valeur.
- Dans la commune de Mbumba, un groupe de jeunes délinquants (« Kuluna ») opèrerait régulièrement sur le tronçon menant à l'hôpital, volant argent et biens personnels des passants. Le 26 octobre 2025, ils ont dépouillé une dizaine de personnes.

Territoire de Kamonia

- Une série de disparitions de jeunes filles (15-18 ans) inquiète la population. Le cas récent de l'enlèvement le 29 septembre 2025 d'une fille de 17 ans dans le quartier ACK reste irrésolu malgré les enquêtes.
- Un acte de justice populaire a été enregistré le 26 octobre 2025 à Shamasango, où un père de famille a été assassiné par des membres de sa communauté, battu à mort (coups de poing, pied, bâton) pour des motifs présumés de pratique de sorcellerie.
- A Nsumbula/Kabungu, une rapatriée de 29 ans aurait été dépouillée de 48 000 Kwanzas et aurait été victime de violence basée sur le genre par des policiers frontaliers.
- A Mpampa, un conflit foncier a dégénéré en violences, entraînant l'incendie de plus de six maisons.

Territoire de Mweka

- A Mweka, l'épidémie d'Ebola est désormais mieux maîtrisée. Les mesures strictes, telles que la suspension des cours, marchés et réunions, ont été assouplies, permettant aux populations, notamment à Bulape, de reprendre leurs activités tout en respectant les précautions sanitaires, avec un impact positif sur leur quotidien.

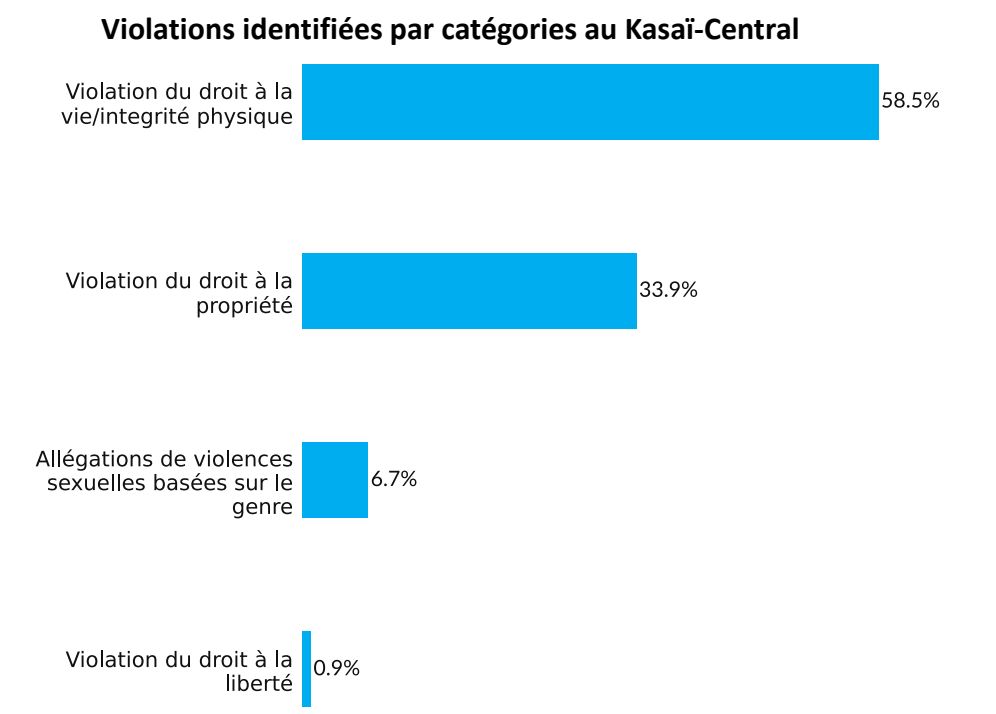
¹⁰ ANALYSE CONTEXTE PAR TERRITOIRE – MOIS D'OCTOBRE 2025, UNHCR & AIDES



- Une jeune femme mariée âgée d'environ 30 ans et enceinte de 5 mois a été décapitée dans la nuit du 06 au 07 septembre 2025 par son mari au moyen d'une machette, dans le village Shamangindi sous prétexte qu'elle aurait une autre relation amoureuse en catimini avec un autre homme du village.
- Depuis le 31 octobre 2025, le groupement Bangongo (territoire de Mweka) connaît des violences intercommunautaires après la découverte du corps d'un jeune commerçant. Les représailles de sa famille ont entraîné trois autres décès à Benalongo et provoqué le déplacement massif des habitants de Bangongo vers le centre de Mweka.

Province du Kasai-Central :

La situation sécuritaire de la Province du Kasai central a été marquée au cours de la période sous revue par un certain nombre d'incidents qui dénotent une instabilité alarmante, notamment des conflits fonciers.



Territoire de Demba

- Dans le secteur de Lombelo, des violences généralisées ont éclaté après l'assassinat d'un homme, provoquant l'incendie de 127 maisons et le déplacement forcé des habitants vers la brousse.

Territoire de Dimbelenge

- A Kamba Kalela, un conflit foncier entre deux familles a dégénéré le 28 septembre, un jeune homme étant grièvement blessé à la tête. L'incident a ravivé d'anciennes tensions et semé la panique dans la communauté.
- Un conflit foncier entre les habitants de Tshisene (secteur de Mashala) et ceux de Lukibu a dégénéré en violences. Un jeune de Tshisene a été grièvement agressé, provoquant de fortes tensions dans la zone. Les autorités locales, les chefs coutumiers et les services de sécurité sont rapidement intervenus pour rétablir l'ordre.

Province de Kwango :

Des évaluations rapides multisectorielles (ERM) menées entre août et septembre 2025 par des partenaires étatiques et humanitaires dans les Zones de santé de Boko, Kenge et Popokabak ont identifié 171 049 nouvelles personnes déplacées essentiellement à cause de l'intensification des violences armées dans plusieurs localités des secteurs administratifs de Bukangalongo, Dinga et Lufuna durant la période de mars à août 2025. Ces déplacés ont été hébergés dans des familles d'accueil, centres collectifs (églises, écoles, maisons abandonnées) avec des difficultés d'accès à des abris décents, des articles ménagers essentiels de qualité, à la nourriture, à l'eau potable ainsi qu'aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement.

LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base bimestrielle à partir des informations et des rapports envoyés par des partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.